

Interview de Georges Berthoin: les relations entre la Haute Autorité de la CECA et les syndicats européens (Paris, 22 juillet 2005)

Source: Interview de Georges Berthoin / GEORGES BERTHOIN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 22.07.2005. CVCE, Sanem (Luxembourg). - VIDEO (00:05:00, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_georges_berthoin_les_relations_entre_la_haute_autorite_de_la_ceca_et_les_syndicats_europeens_paris_22_juillet_2005-fr-5747861b-ab55-476e-b01e-1447bd314668.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Georges Berthoin: les relations entre la Haute Autorité de la CECA et les syndicats européens (Paris, 22 juillet 2005)

[Étienne Deschamps] Très concrètement, ces relations bonnes, efficaces, privilégiées entre la Haute Autorité et, en l'occurrence, Jean Monnet, Paul Finet également et les milieux syndicaux et patronaux, comment les choses se passaient-elles? Est-ce qu'à la place de Metz, en l'occurrence, donc au siège de la Haute Autorité, est-ce que ces gens se voyaient? Est-ce que ces gens se rendaient directement au siège de la Haute Autorité? Est-ce que ces relations se passaient de façon naturelle, directe, simple ou est-ce que tout ça était déjà très hiérarchisé, très administratif?

[Georges Berthoin] Non, pas du tout. Au début, ça se passait d'une manière très directe et naturelle. D'ailleurs, je ne sais pas ce qu'on appelle naturel dans ces cas-là, mais il n'y avait pas de barrières, si vous voulez, il n'y avait pas de barrières ni hiérarchiques, ni bureaucratiques. Monnet avait établi de très bonnes relations avec les milieux syndicaux grâce au Plan en France, puisque même la CGT communiste siégeait dans les commissions du Plan. Et Monnet avait de très bonnes relations personnelles avec ces gens-là. Si vous voulez, il y avait... ce qui nous a frappés, c'est que nous indiquions – je dis, c'est un «nous» collectif, n'est-ce pas? –, nous indiquions que nous étions sérieux et que nous ne faisons pas de la politique politicienne. Les syndicats dans beaucoup de pays étaient soumis aux conditions politiques nationales, on soutenait tel ou tel parti, etc., c'était plus compliqué. Là, non. On était mobilisé au service d'une cause et, très rapidement, les syndicats, beaucoup plus sensibles au thème de la paix, de l'harmonie entre les peuples, de l'internationale si je puis dire, de la solidarité, se sont sentis à l'aise. Et c'était assez nouveau. Les milieux patronaux avaient l'habitude de se voir, mais dans un contexte évidemment différent. Donc, pour eux, c'était une aventure positive, constructive et Monnet, et tous les membres de la Haute Autorité, leur ont fait sentir – et c'était une réalité – qu'ils étaient coauteurs de ce qui était en train de se faire. Donc, ce n'était même pas une consultation par politesse, parce qu'il fallait le faire. Il s'agissait de conversations, de dialogues où il y avait de la substance et dans laquelle on avait l'impression qu'il y avait une utilité. Et ce qui est même intéressant, c'est que la CGT communiste qui, pour des raisons idéologiques, niait l'existence même de la Communauté charbon-acier, en privé envoyait des délégations qui étaient souvent des délégations provinciales, si je puis dire. Parce que les problèmes concrets que l'on cherchait à régler intéressaient la classe ouvrière. Par exemple, si vous regardez le traité de Paris, vous constaterez que les aspects sociaux de ce traité sont extrêmement importants. Il y avait toute la politique de la réadaptation des travailleurs, il y avait l'intervention au cas où une mine ou une aciérie fermerait comme conséquence du Marché commun, ce principe totalement nouveau d'une triple responsabilité. Il y avait la responsabilité du pays, de l'entreprise et de l'Europe sur le plan des revenus et de l'emploi. C'était une idée totalement nouvelle, d'ailleurs qui a été reprise en France par Pierre Mendès-France, quand il est devenu président du Conseil. Donc, les aspects sociaux étaient innovants, ils étaient concrets et ils étaient présentés d'une manière sérieuse, sans aucune démagogie. Et les organisations syndicales ont été très sensibles à ça. Et alors à tel point que la CGT italienne, qui elle était communiste, a été la première à évoluer sur le problème de l'unité européenne et l'Italie dans la hiérarchie communiste était plus importante que la France. Donc, ce sont eux qui ont convaincu au *Kominform*, à la Fédération syndicale mondiale qui siégeait à Prague, que le début de cette aventure européenne était positif pour la classe ouvrière, que les gens qui menaient cette affaire étaient sérieux et qu'on ne cherchait pas à faire – contrairement à ce qu'on a dit après –, ce n'était pas anticommuniste, ce n'était pas du tout ça, on cherchait à régler des problèmes concrets. Et petit à petit, il y a eu cette évolution, ce qui a fait que les syndicats non-communistes qui étaient dans nos institutions se sont sentis beaucoup plus à l'aise qu'au début. C'est un aspect totalement oublié aujourd'hui, mais enfin, c'était la réalité du début.